

N° DP 25/683

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 AU MARCHE 43RL24 - ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE DE FOURNITURE DE PRESTATIONS DE NETTOIEMENT DES PLAGES ET DE LEURS ABORDS DU TERRITOIRE METROPOLITAIN DU PRADET

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R.2194-6 du Code de la Commande Publique qui indique que le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application d'une clause de réexamen ou dans le cas d'une cession du marché à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à conditions que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'accord-cadre à bons de commande n°43RL24 portant sur la fourniture de prestations de nettoyage des plages et de leurs abords du territoire métropolitain du Pradet, notifié le 28/05/2024 pour une durée d'1 an renouvelable 3 fois, pour un montant minimum annuel égal au montant de la DPGF valorisé par mise au point et avec un maximum annuel de 200 000 € HT,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT que la restructuration interne de la société AIREL GROUP a provoqué la fusion absorption de la société AIREL SOLUTIONS, titulaire initiale du marché n°43RL24, par la société DUNEX, toutes deux filiales de la société AIREL GROUP,

CONSIDERANT que cette fusion absorption a conduit à la disparition de la société AIREL SOLUTIONS et qu'il convient donc de modifier le titulaire du marché n°43RL24 au profit de la société DUNEX,

CONSIDERANT que cette modification n'impacte pas les masses mini et maxi annuelles du présent accord-cadre,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE SIGNER le projet d'avenant n°1 au marché 43RL24 portant sur le changement de titulaire du marché suite à une opération de restructuration interne du groupe AIREL GROUP, avec la société DUNEX, ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

La présente Décision sera

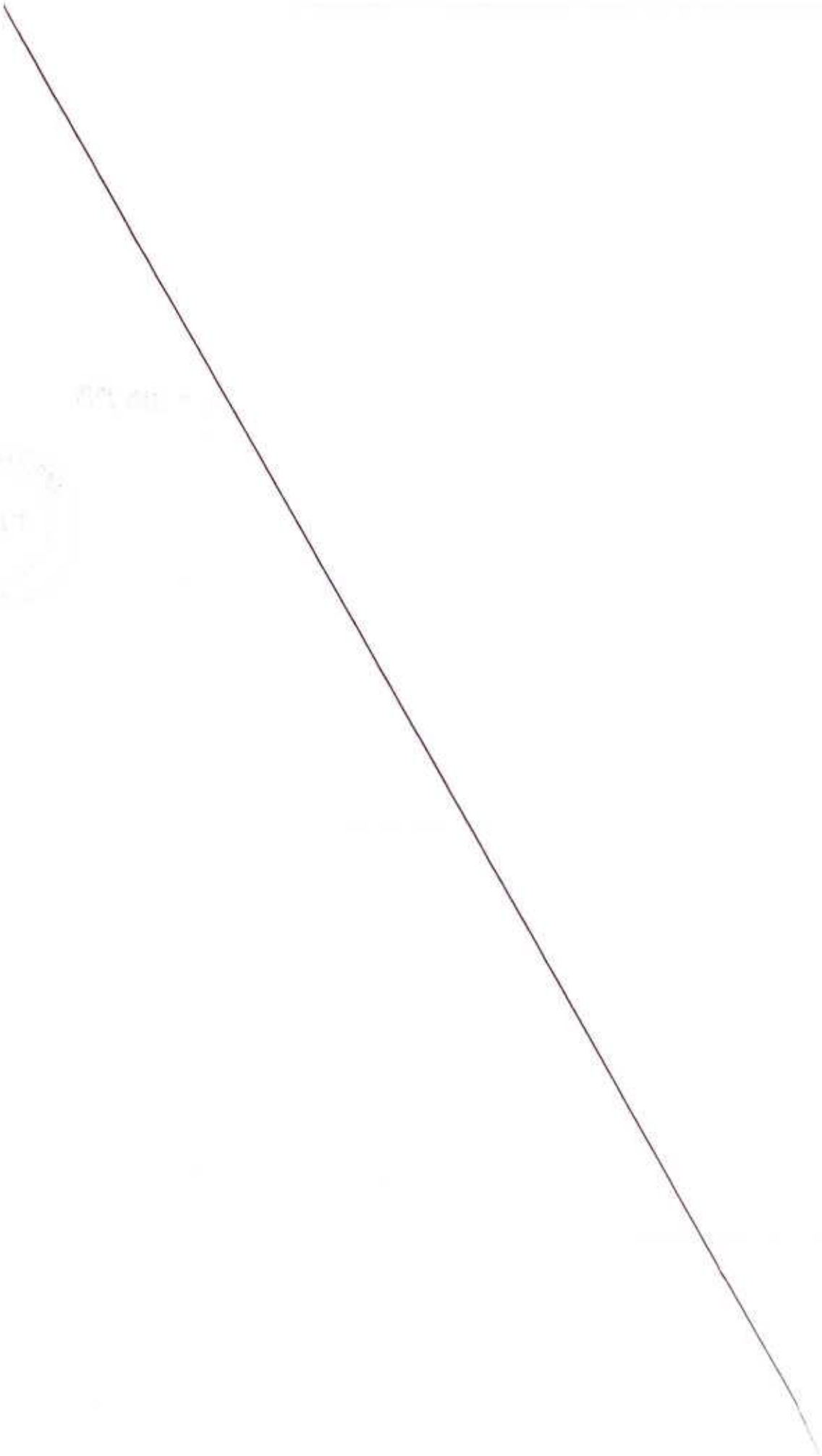
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **17 JUIN 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





1991-1992



MARCHÉ N°43RL24

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE DE FOURNITURE DE PRESTATIONS DE NETTOIEMENT DES PLAGES ET DE LEURS ABORDS DU TERRITOIRE METROPOLITAIN DU PRADET

AVENANT N°1

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCORD-CADRE

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice ;
Direction :	DGST Territoire et Proximité
Titulaire initial du marché :	AIREL SOLUTIONS Représentée par M. LERALE Rodolphe , Président de AIREL GROUP
Date de notification :	28/05/2024
Durée du marché :	1 an renouvelable 3 fois
Montant du marché :	Minimum annuel HT : Montant de la DPGF valorisé par mise au point Maximum annuel HT : 200 000 € HT
Imputation budgétaire :	Budget Antenne Le Pradet
Nature de l'acte modifiant le marché :	Changement de titulaire du marché suite à une opération de restructuration interne au groupe – fusion absorption de sociétés.

Annexes :
Annexe 1 : Traité de fusion
Annexe 2 : Courrier AIREL SOLUTIONS + Extrait KBis de la société DUNEX
Annexe 3 : BODACC annonce 1973 – Ventes et cessions
Annexe 4 : RIB

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

La société DUNEX, représentée par M. LERALE Rodolphe, agissant en sa qualité de Président de AIREL GROUP,

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT 1

Article 1 : Objet

La société AIREL SOLUTIONS, actuellement titulaire du marché, fait partie du groupe AIREL GROUP. Or, dans le cadre d'une restructuration interne de AIREL GROUP, la société AIREL SOLUTIONS a subi une fusion-absorption par la société DUNEX, filiale de AIREL GROUP. La société AIREL SOLUTIONS n'existe donc plus à ce jour et ne peut demeurer titulaire du marché n°43RL24.

Conformément aux documents fournis (Traité de fusion, extrait KBIS de la société DUNEX, parution au BODACC), il convient d'acter le changement de titulaire au profit de la société DUNEX, filiale de AIREL GROUP.

Il convient donc de modifier le titulaire du marché au profit de la société DUNEX, filiale de AIREL GROUP.

Article 2 : Incidence financière

Le présent avenant n'impacte pas les masses mini et maxi annuelles du présent accord-cadre.

Article 3 : Délais

Le présent avenant n'impacte pas le délai initialement fixé.

Article 4 : Autres clauses du marché

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

C - SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Metropole Toulon Provence
Méditerranée
Le Directeur Général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour le titulaire du marché
Société DUNEX

Rodolphe LERALE

**Rodolph
e LERALE**

Signature
numérique de
Rodolphe LERALE
Date : 2025.06.13
09:57:17 +02'00'

POUVOIR

Je soussigné,

Rodolphe LERALE,

Agissant en qualité de **Président de la société AIREL GROUP**, Société par Actions Simplifiée au capital de 500 000€, dont le Siège Social est situé à LA VALETTE DU VAR – 83160 - 226 chemin du Pas de Louchon, Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 884053638

Donne pouvoir à :

Rodolphe LERALE
Associé Unique

A l'effet :

De signer tout marché public ou privé, pour les activités de la société DUNEX, Société par Actions Simplifiée au capital de 30 000€, dont le Siège Social est situé à LA FARLEDE – 83210 – 102 IMPASSE DU CHASSELAS en ce compris les documents et offres remis dans le cadre des procédures préalables de mise en concurrence engagées par les collectivités publiques et les clients privés ;

- De représenter la Société pour toutes les négociations y afférentes.

Le présent pouvoir valable pour tout contrat public ou privé dont l'offre sera remise au plus tard le **31 décembre 2025**.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tout acte et pièce, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Fait à La Valette du Var,
Le 12/12/2024

Mention manuscrite « bon pour pouvoir »

Mention manuscrite « bon pour acceptation de pouvoir »

Rodolphe LERALE
PRESIDENT D'AIREL GROUP

Rodolphe LERALE
ASSOCIE UNIQUE DE DUNEX

AIREL GROUP
226, Chemin du Pas de Louchon
83160 LA VALETTE DU VAR
Tél. 04 83 73 93 15
Siret : 884 053 638 00018

DUNEX
102, impasse du Chasselas
83210 LA FARLEDE
Tél. 04 83 73 93 15
Siret : 750 989 055 00033



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Ce relevé est destiné à tout organisme souhaitant connaître vos références bancaires pour domicilier des virements ou des prélèvements sur votre compte.

CR PROVENCE COTE D AZUR

13/06/2025

C.A. ENTREPRISE TOULON

Tel: 0422370890

Fax: 0494084858

Intitulé du Compte :

S.A.S. DUNEX
QUARTIER LES PIOUX
102 IMPASSE DU CHASSELAS
83210 LA FARLEDE

DOMICILIATION

Code établissement	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
19106	00028	43682903237	52

IBAN (International Bank Account Number)

FR76 1910 6000 2843 6829 0323 752

BIC (Bank Identification Code) **AGRIFRPP891**

Ne remettez ce document contenant vos données personnelles qu'à des personnes de confiance afin de prévenir tout risque de fraude.

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 1973

83 – VAR

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULON

Ventes et cessions

750 989 055 RCS Toulon.

DUNEX.

Forme : Société par Actions Simplifiée.

Capital : 30000.00 EUR.

Adresse : 102, Impasse Du Chasselas, 83210 La Farlède.

Oppositions : Art. L.236-15 du code de commerce.

Commentaires : PROJET DE FUSION ENTRE AIREL SOLUTIONS Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 3 000 euros Siège social : 102 impasse du Chasselas 83210 LA FARLEDE RCS TOULON 827 692 898 ET DUNEX Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 30 000 euros Siège social : 102 impasse du Chasselas 83210 LA FARLEDE RCS TOULON 750 989 055 AVIS DE PROJET DE FUSION Aux termes d'un acte sous signature privée en date à AVIGNON du 21 février 2025, La société AIREL SOLUTIONS, Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 3 000 euros, dont le siège social est à LA FARLEDE (83210), 102 impasse du Chasselas, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULON sous le numéro 827 692 898 et la société DUNEX, Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 30 000 euros, dont le siège social est à LA FARLEDE (83210), 102 impasse du Chasselas, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULON sous le numéro 750 989 055, ont établi le projet de leur fusion par voie d'absorption de la société AIREL SOLUTIONS par la société DUNEX. La société AIREL SOLUTIONS ferait apport à la société DUNEX de la totalité de son actif, soit 780 999 euros, à charge de la totalité de son passif, soit 393 719 euros. La valeur nette des apports s'élèverait à 387 280 euros. La totalité des droits sociaux composant le capital des sociétés absorbante et absorbée étant détenus par la même société mère, la société AIREL PROPRETE, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 400 000 euros, dont le siège social est situé à AVIGNON (84000), 37, rue Paul Saïn, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AVIGNON sous le numéro 921 226 627, il ne sera procédé à aucune augmentation de capital, et en l'absence d'attribution d'actions émises par la société absorbante, aucun rapport d'échange n'a été déterminé. La fusion prendrait effet rétroactivement au 1er janvier 2025 d'un point de vue comptable et fiscal. Toutes les opérations actives et passives, effectuées par la société AIREL SOLUTIONS depuis le 1er janvier 2025 jusqu'au jour de réalisation définitive de la fusion, seraient prises en charge par la société DUNEX. La société AIREL SOLUTIONS sera dissoute de plein droit sans liquidation, à la date de réalisation définitive de la fusion. La fusion sera réalisée le 1er janvier 2025. Conformément à l'article L. 236-6 du Code de commerce, le projet de fusion a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de TOULON pour les deux sociétés le 27 février 2025 pour être annexé au registre du commerce et des sociétés. Les créanciers de la société

absorbante, ainsi que ceux de la société absorbée dont les créances sont antérieures au présent avis, pourront faire opposition à la présente fusion dans les conditions prévues aux articles L. 236-15 et R. 236-11 du Code de commerce, soit trente jours à compter de la présente publication, devant le Tribunal de commerce compétent. Pour avis.



TRAITE DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

- La société **DUNEX**, Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 30 000 euros, dont le siège social est à LA FARLEDE (83210), 102 impasse du Chasselas, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULON sous le numéro 750 989 055,

Représentée par sa Présidente, la société AIREL GROUP, elle-même représentée par son Président, Monsieur Rodolphe LERALE, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée, la « **Société Absorbante** »,

D'UNE PART,

ET :

- La société **AIREL SOLUTIONS**, Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 3 000 euros, dont le siège social est à LA FARLEDE (83210), 102 impasse du Chasselas, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULON sous le numéro 827 692 898,

Représentée par sa Présidente, la société AIREL GROUP, elle-même représentée par son Président, Monsieur Rodolphe LERALE, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée, la « **Société Absorbée** »,

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées ensemble, les « **Parties** », ou individuellement la « **Partie** »,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI :

CHAPITRE I : EXPOSÉ

I - Caractéristiques des sociétés

1/ La société DUNEX est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle qui a pour objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés : achat, vente et location de de tous produits et matériels commercialisables, prestations publicitaires, études assistances commerciales, gestion et audit, bureau d'études, traitement et valorisation des déchets, nettoyage urbain

La durée de la société est de 99 ans, et ce, à compter du 20 avril 2012.

Le capital social de la société DUNEX s'élève actuellement à 30 000 euros. Il est réparti en 100 actions ordinaires de 300 euros de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Le Commissaire aux Comptes de la société est la société EXAGONE, domiciliée au 125-127 Rue de la Fayette, 75010 PARIS, titulaire.

2/ La société AIREL SOLUTIONS est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle qui a pour objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés : collecte de déchets, lavage de contenants à déchets (bacs - colonnes - PAV) ; la distribution, l'installation et la maintenance de produits et solutions destinés aux traitements des déchets et à l'aménagement urbain ; les études et la conception de systèmes et de solutions destinés aux traitements des déchets et à l'aménagement urbain ; toute autre prestation liée à l'activité de précollecte, collecte et post-collecte de déchets ou matériaux recyclables ; la distribution de tous biens, corporels comme incorporels, et notamment de matières premières, de marchandises, de matériels ou de tous autres produits et services de quelque nature, les activités de commercialisation et de distribution s'exerçant sous toutes formes susceptibles d'exister en cours de vie sociale, en ce compris le courtage, l'agence commerciale, la commission, la franchise ou la concession.

La durée de la société est de 99 ans, et ce, à compter du 14 février 2017.

Le capital social de la société AIREL SOLUTIONS s'élève actuellement à 3 000 euros. Il est réparti en 300 actions ordinaires de 10 euros de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

3/ La société AIREL PROPRETE, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 400 000 euros, dont le siège social est situé à AVIGNON (84000), 37, rue Paul Saïn, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AVIGNON sous le numéro 921 226 627, la société mère, détient la totalité des actions ordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, représentant la totalité du capital de chacune desdites sociétés.

4/ La Société Absorbante et la Société Absorbée déclarent qu'elles sont imposées à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206-5 du Code général des impôts.

5/ Les sociétés AIREL SOLUTIONS et DUNEX ont un dirigeant commun : la société AIREL GROUP.

II - Motifs et buts de la fusion

La fusion par absorption de la société AIREL SOLUTIONS par la société DUNEX s'inscrit dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification des structures du groupe dont ces deux sociétés font partie et ayant la société AIREL PROPRETE comme société mère.

Ce projet doit permettre de rationaliser les opérations et optimiser la performance globale du groupe. Les activités développées par les sociétés AIREL SOLUTIONS et DUNEX sont similaires, et le volume d'activité de AIREL SOLUTIONS ne justifie pas le maintien de cette structure autonome.

La fusion des deux sociétés permettra de simplifier les processus logistiques, d'éliminer la double comptabilisation, et de réduire significativement les coûts administratifs associés. Elle simplifiera la lecture des comptes sociaux, offrant une transparence accrue et une meilleure compréhension de la performance financière globale.

III - Comptes servant de base à la fusion

Pour les opérations mentionnées à l'article L. 236-11, le projet de fusion n'a pas l'obligation de mentionner les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération.

En conséquence, il est précisé à titre purement informatif, que les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les deux sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre 2024, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées.

Les derniers comptes annuels des sociétés AIREL SOLUTIONS et DUNEX ont été arrêtés au 31 décembre 2024 (**Annexe 1**), soit à une date antérieure de moins de trois mois à celle du projet de traité de fusion, selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels.

IV - Méthodes d'évaluation

Conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2019-06 du 8 novembre 2019 (PCG art. 710-1 et 720-1), s'agissant d'une opération de restructuration interne impliquant des sociétés sous contrôle commun, les éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée sont apportés à la valeur nette comptable.

V - Date d'effet de la fusion

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, il est précisé que la présente fusion aura, d'un point de vue comptable et fiscal, un **effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025** (ci-après, la « **Date d'Effet** »). Cette rétroactivité n'a d'effet qu'entre les sociétés AIREL SOLUTIONS et DUNEX.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, les opérations réalisées par la Société Absorbée à compter de la Date d'Effet de la fusion et jusqu'à la Date de Réalisation définitive de la fusion, telle que définie au Chapitre IV, seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la société DUNEX qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

CECI EXPOSÉ, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**CHAPITRE II : Apport-fusion****Article 1 - Dispositions préalables**

La Société Absorbée apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, à la Société Absorbante, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, sans exception ni réserve, qui constitueront son patrimoine à la Date de Réalisation de la présente fusion.

Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la Société Absorbée devant être dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation définitive de l'opération.

La comptabilisation dans les comptes de la Société Absorbante des actifs apportés s'effectuera par la reprise, à l'identique, des valeurs brutes, des amortissements et des provisions pour dépréciation afférents à ces actifs figurant dans les comptes de la Société Absorbée au 1^{er} janvier 2025 conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

Article 2 - Apport de la Société Absorbée**A) Actif apporté**

	Au 31/12/2024		
	<u>Montant brut</u>	<u>Amortissement et Provisions</u>	<u>Montant net</u>
Immobilisations incorporelles			
Concessions, brevets et droits similaires	/	/	/
Fonds commercial	/	/	/
Immobilisations corporelles			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	16 018 €	14 940 €	1 079 €
Autres immobilisations corporelles	382 369 €	115 013 €	267 356 €
Immobilisations financières			
Autres participations	16 000 €	/	16 000 €
Autres immobilisations financières	5 320 €	/	5 320 €
Stocks			
Marchandises	/	/	/
Créances			
Clients et comptes rattachés	106 770 €	/	106 770 €
Autres créances	116 172 €	/	116 172 €
Divers			
Disponibilités	268 302 €	/	268 302 €
Charges constatées d'avance	/	/	/
Total	<u>910 952 €</u>	<u>129 953 €</u>	<u>780 999 €</u>

B) Passif pris en charge

	Au 31/12/2024
	<u>Montant</u>
Provisions	
Provisions pour risques	/
Provisions pour charge	/
Emprunts et dettes assimilées	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	259 891 €
Emprunts et dettes financières divers	/
Avances et acomptes reçus	/
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 391 €
Dettes fiscales et sociales	106 437 €
Dettes sur immobilisations	/
Autres dettes	/
Instruments de trésorerie	/
Produits constatés d'avance	19 000
Total	<u>393 719 €</u>

C) Actif net apporté

A titre purement informatif, les éléments d'actifs étant évalués au 31 décembre 2024, date de clôture du dernier exercice comptable, à 780 999 euros et le passif pris en charge à la même date s'élevant à 393 719 euros, l'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante s'élève donc à 387 280 euros.

D) Engagements hors-bilan

Il est en outre précisé qu'en dehors du passif effectif ci-dessus, la Société Absorbante prendra à sa charge tous les engagements qui ont pu être contractés par la Société Absorbée et qui, en raison de leur caractère éventuel, sont repris "hors-bilan" dans les comptes de la Société Absorbée. Etant précisé que les seuls engagements de cette nature sont constitués des engagements en matière de crédit-bail mobilier chez la Société Absorbée.

Article 3 - Rémunération de l'apport-fusion

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3, II du Code de commerce, et dès lors que la société AIREL PROPLETE détient la totalité des actions représentant la totalité du capital de la Société Absorbante et de la Société Absorbée et qu'elle s'engage à les conserver jusqu'à la Date de Réalisation définitive de la fusion, il ne sera pas procédé à l'échange des actions ordinaires de la Société Absorbée contre des actions ordinaires de la Société Absorbante.

L'apport-fusion ne sera pas rémunéré par l'émission de nouvelles actions ordinaires de la Société Absorbante et ne donnera lieu à aucune augmentation de son capital ni à aucune détermination d'un rapport d'échange.

Conformément aux dispositions comptables applicables (règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2019-06 du 8 novembre 2019 homologué par arrêté du 26 décembre 2019), dans les comptes de la Société Absorbante, la contrepartie des apports sera comptabilisée au compte de report à nouveau.

Dans les comptes de la société mère des sociétés parties à la fusion, la valeur brute et les éventuelles dépréciations des titres de la Société Absorbée seront ajoutées à la valeur brute et aux éventuelles dépréciations des titres de la Société Absorbante. La valeur comptable brute des titres de la Société Absorbée sera répartie uniformément sur la valeur unitaire des titres de la Société Absorbante.

Article 4 - Propriété et jouissance

La Société Absorbante sera propriétaire et entrera en possession des biens et droits apportés, à titre de fusion, à compter de la Date de Réalisation de ladite fusion.

Le représentant de la Société Absorbée déclare qu'il continuera de gérer la Société Absorbée selon les mêmes principes que précédemment, mais s'engage à demander l'accord préalable de la Société Absorbante pour tout acte important susceptible d'affecter les biens et droits apportés.

La Société Absorbante en aura jouissance rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2025. Il est expressément stipulé que toutes les opérations effectuées par la Société Absorbée à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'à la Date de Réalisation seront considérées de plein droit comme l'ayant été par la Société Absorbante, ladite société acceptant dès maintenant, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1^{er} janvier 2025.

A cet égard, le représentant de la Société Absorbée s'engage à ne faire aucune opération autre que les opérations de gestion courante entre la date de la signature des présentes et la Date de Réalisation de la fusion.

Les sociétés reconnaissent que cette rétroactivité emporte un plein effet fiscal, dont elles s'engagent à accepter toutes les conséquences.

D'une manière générale, la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

CHAPITRE III : Charges et conditions

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

Article 5 - Enoncé des charges et conditions

A/ La Société Absorbante prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Société Absorbée, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera à la Date de Réalisation de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la Société Absorbée à la date du 31 décembre 2024, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la Société Absorbante prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 31 décembre 2024, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

Article 6 - Autres charges et conditions

L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :

A/ La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B/ La Société Absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C/ La Société Absorbante exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

D/ Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire

personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E/ La Société Absorbante sera subrogée, à compter de la Date de Réalisation définitive de la fusion dans le bénéfice et la charge de tous contrats, traités, conventions, marchés de toute nature liant valablement la Société Absorbée à tout tiers pour l'exploitation de son activité ainsi que dans le bénéfice ou la charge de toutes autorisations administratives qui auraient été consenties à la Société Absorbée.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la Société Absorbée s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

F/ Conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail, tous les contrats de travail en cours au jour de la réalisation définitive de la fusion entre la Société Absorbée et ceux de ses salariés transférés à la Société Absorbante par l'effet de la loi et dont la liste est en **Annexe 2**, se poursuivront avec la Société Absorbante qui se substituera à la Société Absorbée du seul fait de la réalisation de la présente fusion.

La Société Absorbante sera donc substituée à la Société Absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

Article 7 - Engagements de la Société Absorbée

La Société Absorbée prend les engagements ci-après :

A/ La Société Absorbée s'oblige jusqu'à la Date de Réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, avec les mêmes principes que par le passé, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord.

B/ Elle s'oblige à fournir à la Société Absorbante, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Elle devra, notamment, à première réquisition de la Société Absorbante, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou à l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, le représentant de la Société Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires, et en justifiera à la Société Absorbante dans les meilleurs délais avant la réalisation de la fusion.

D/ La Société Absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV : Date de Réalisation de la fusion

Article 8 - Date de Réalisation

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'y aura pas lieu à approbation de la fusion par la société AIREL PROPRETE, associée unique de la Société Absorbée et de la Société Absorbante.

En conséquence, la Société Absorbée et la Société Absorbante conviennent que l'opération de fusion objet des présentes sera effective et deviendra définitive à la date du 21 Février 2025 sous réserve que la publicité prescrite par l'article L. 236-6, alinéa 2 du Code de commerce ait été réalisée trente jours au moins avant cette date. A défaut, elle sera réalisée le lendemain de l'expiration du délai d'opposition des créanciers prévu à l'article R. 236-11 du Code de commerce. La date à laquelle la fusion sera définitivement réalisée s'entend, dans les présentes, de la « **Date de Réalisation** ».

La Société Absorbée se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait et à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la Société Absorbante de la totalité de l'actif et du passif de la Société Absorbée.

CHAPITRE V : Déclarations générales

Article 9 - Déclarations générales de la Société Absorbée

Monsieur Rodolphe LERALE, ès-qualités, déclare :

- Que la Société Absorbée n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la Société Absorbante ont été régulièrement entreprises ;
- Qu'elle est propriétaire de son fonds de commerce ;

- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;
- Qu'à l'exception de ce qui est indiqué en **Annexe 3**, le matériel et autres ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la Société Absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;
- Qu'elle ne détient aucun immeuble ni droit immobilier ;
- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les Parties qui les ont visés ;
- Que la Société Absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

Article 10 - Déclarations générales de la Société Absorbante

Monsieur Rodolphe LERALE, ès-qualités, déclare :

- Que la Société Absorbante n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- Qu'elle a la capacité pour signer et exécuter le présent traité de fusion ;
- Qu'elle a la capacité et remplit les conditions légales pour exercer l'ensemble des activités de la Société Absorbée.

CHAPITRE VI : Déclarations fiscales et sociales

Article 11 - Dispositions générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

Article 12 - Droits d'enregistrement

Le présent projet est exonéré de droits d'enregistrement en application du décret n° 2020-623 du 22 mai 2020 relatif à l'application du régime spécial des fusions, scissions et apports partiels d'actif aux opérations entre certaines sociétés liées.

L'article 816 du CGI mentionne « *Les actes qui constatent des opérations de fusion auxquelles participent exclusivement des personnes morales ou organismes passibles de l'impôt sur les sociétés, ainsi que la prise en charge du passif dont sont grevés les apports mentionnés dans ces actes, sont enregistrés gratuitement* ».

Article 13 - Impôt sur les sociétés

Ainsi qu'il en est convenu ci-dessus, les parties ont décidé de conférer à la fusion un **effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2025.**

En conséquence, les résultats bénéficiaires et déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la Société Absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante.

Les représentants des Sociétés Absorbée et Absorbante rappellent que la société AIREL PROPLETE détient la totalité des actions ordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, représentant la totalité du capital de chacune desdites sociétés et que la fusion constitue une opération de restructuration interne. Les apports seront transcrits à la valeur comptable dans les écritures de la Société Absorbée, conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

Les Sociétés Absorbée et Absorbante sont deux personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés en France. Les soussignés, ès-qualités, **déclarent soumettre la présente fusion au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.**

A ce titre, la Société Absorbante s'engage expressément à respecter l'ensemble des engagements prévus à l'article 210 A du CGI, et notamment :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'opération de fusion, y compris les réserves réglementées figurant au bilan de cette société (CGI, art. 210 A-3. a.) ;
- à se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (CGI, art. 210 A-3. b.) ;
- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (CGI, art. 210 A-3. c.) ;
- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les délais et conditions fixés à l'article 210 A-3. d. du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un des biens amortissables apportés entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport ;
- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ou, à défaut, à comprendre dans ses résultats de l'exercice de la fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (CGI, art. 210 A-3. e.) ;
- l'ensemble des apports étant transmis sur la base de leur valeur nette comptable, à reprendre à son bilan les écritures comptables de la Société Absorbée relatives aux éléments apportés (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine

qu'avaient les biens dans les écritures de la Société Absorbée (BOI-IS-FUS-30-20 n° 10).

La Société Absorbante s'engage par ailleurs à respecter les engagements déclaratifs suivants, pour autant qu'ils trouvent à s'appliquer :

- joindre à sa déclaration annuelle de résultat au titre de l'exercice au cours duquel est réalisée la fusion et, en tant que de besoin, des exercices suivants, un état de suivi des valeurs fiscales visé à l'article 54 septies du Code général des impôts et à l'article 38 quindecies de l'Annexe III du Code général des impôts ;
- tenir, le cas échéant, le registre de suivi des plus-values sur biens non amortissables et dont l'imposition a été reportée, prévu à l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

La Société Absorbée établira dans un délai de quarante-cinq jours suivant la Date de Réalisation de la fusion une déclaration de cessation d'activité prévue à l'article 201 du Code général des impôts.

Article 14 - Taxe sur la valeur ajoutée

Les Parties constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts. En conséquence, sont dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

Les Sociétés Absorbée et Absorbante déclareront le montant total hors taxe des actifs transmis sur la ligne "Autres opérations non-imposables" de la déclaration de TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle la fusion est réalisée.

Conformément à l'article 257 bis précité, la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la Société Absorbée si elle avait continué à exploiter.

En outre, la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée et devra, si elle réalise des opérations dont la base d'imposition est assise sur la marge en application du 1° de l'article 266, de l'article 268 ou de l'article 297 A du Code général des impôts, la calculer en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la Société Absorbée si elle avait réalisé l'opération.

La Société Absorbante déclare qu'elle demandera le transfert du crédit de TVA déductible existant chez la Société Absorbée, en application de la documentation administrative BOI-TVA-DED-50-20-20 n°130.

La Société Absorbante s'engage à adresser au Service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire faisant référence au présent traité de fusion, dans laquelle elle indiquera le montant du crédit de TVA qui lui sera transféré.

Article 15 - Autres taxes

La Société Absorbante sera subrogée dans les droits et obligations de la Société Absorbée au titre de la déclaration et du paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant éventuellement dus par cette dernière au jour de sa dissolution.

Participation des employeurs à l'effort de construction

En application des articles L. 313-1, R. 313-2 et R. 313-6 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 87 du Code général des impôts, la Société Absorbante s'engage à prendre en charge la totalité des obligations relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction et incombant à la Société Absorbée à raison des rémunérations versées par cette dernière.

Elle s'engage en outre, en tant que de besoin, à reprendre à son bilan les investissements réalisés antérieurement par la Société Absorbée et à se soumettre aux obligations pouvant éventuellement incomber à cette dernière du chef de ces investissements.

Conformément à la documentation administrative BOI-TPS-PEEC-40 n°280, la fusion étant placée sous le régime spécial visé à l'article 210 A du Code général des impôts, la Société Absorbante s'engage aux présentes à prendre à sa charge l'obligation d'investir qui incombe à la Société Absorbée à raison des salaires versés depuis la Date d'Effet de la fusion, mention de cet engagement étant faite dans la déclaration fiscale de cession. En contrepartie de cet engagement, la Société Absorbante bénéficie du report des éventuels excédents d'investissement de la Société Absorbée.

Participation des employeurs à la formation professionnelle continue et taxe d'apprentissage

La Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée, à la Date d'effet de la fusion en ce qui concerne :

- La taxe d'apprentissage,
- La participation au financement de la formation professionnelle continue,
- La contribution sociale de solidarité des entreprises (art. D. 137-30 à D. 137-37 du Code de la sécurité sociale).

Article 16 - Opérations antérieures - Subrogation générale

Le cas échéant, la Société Absorbante s'engage à reprendre en tant que de besoin, le bénéfice et/ou la charge de tous engagements de nature fiscale relatifs aux éléments d'actifs lui étant transmis dans le cadre de la présente fusion, qui auraient pu être antérieurement souscrits par la Société Absorbée à l'occasion d'opérations ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement, d'impôt sur les sociétés ou de taxes sur le chiffre d'affaires, et notamment à l'occasion d'opérations de fusion ou d'apports partiels d'actifs soumises aux dispositions des articles 210 A et 210 B du Code général des impôts.

CHAPITRE VII : Dispositions diverses

Article 17 - Formalités

La Société Absorbante remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

Article 18 - Désistement

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

Article 19 - Remise de titres

Il sera remis à la Société Absorbante lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des titres et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

Article 20 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société Absorbante, ainsi que son représentant l'y oblige.

Article 21 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels que figurant en tête des présentes.

Article 22 - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;

- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Article 23 - Affirmation de sincérité

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et reconnaissent être informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Article 24 - Droit applicable - Règlement des litiges

Le présent traité de fusion et les opérations qu'il décrit sont soumis au droit français.

En cas de contestation sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent traité et après l'échec d'une tentative de recherche d'une solution amiable, compétence expresse est attribuée compétence expresse est attribuée au Tribunal de Commerce territorialement compétent.

Article 25 - Annexes

Les annexes font partie intégrante du traité de fusion.

Article 26 – Signature électronique

Le présent traité de fusion est signé par chacune des parties au moyen d'un processus de signature électronique avancé (Advanced Electronic Signature - AES) mis en œuvre par un fournisseur de services tiers, qui garantit la sécurité et l'intégrité des copies numériques conformément à l'article 1367 du Code civil et le décret d'application n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif aux signatures électroniques, transposant le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 1375 du Code civil français, le présent traité de fusion est établi en une seule copie numérique originale, dont une copie est remise à chacune des Parties directement par DocuSign, qui est en charge de la mise en œuvre du système électronique de signature dans les conditions requises par l'article 1367 du Code civil et le décret d'application n° 2017-4

**Fait à Avignon (84),
Le 21 Février 2025.**

Inregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
TOULON

Le 09/04/2025 Dossier 2025 00020232, référence 8304P04 2025 A 01244

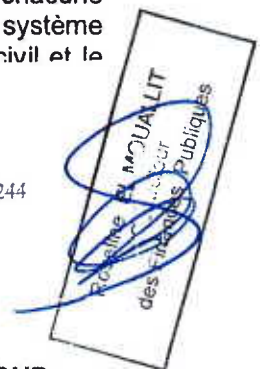
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

**La Société Absorbante
DUNEX
Représentée par AIREL GROUP
Monsieur Rodolphe LERALE**

**La Société Absorbée
AIREL SOLUTIONS
Représentée par AIREL GROUP
Monsieur Rodolphe LERALE**



Liste des Annexes

- Annexe 1** Comptes annuels au 31 décembre 2024 de la Société Absorbée et de la Société Absorbante
- Annexe 2** Liste des contrats de travail de la Société Absorbée à la date de ce jour
- Annexe 3** Etat des inscriptions de privilège de vendeur ou de nantissement du chef de la Société Absorbée en date du 18 février 2025

